



Déclarations et Discours

No. 77/23

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTÉRIEURES

MAR 16 1978

OTTAWA
LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE

LE CANADA ET L'AFRIQUE DU SUD

Déclaration prononcée le 19 décembre 1977 par l'honorable Don Jamieson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant la Chambre des communes

Je voudrais parler de l'attitude du Canada envers l'Afrique du Sud. Comme le premier ministre l'a déclaré à la Chambre il y a deux semaines, le 5 décembre, le Canada, à l'instar d'un grand nombre d'autres pays, est en voie d'examiner les lignes de conduite qui s'offrent à lui pour venir renforcer ce qui a déjà été fait à l'échelle mondiale en réaction aux mesures prises récemment en Afrique du Sud et auxquelles le gouvernement du Canada, de même, j'en suis sûr, que la majorité des Canadiens s'opposent fortement.

Bien entendu, il y a d'autres pays du monde qui connaissent des violations flagrantes des droits de la personne et cette situation préoccupe aussi le gouvernement du Canada et tous les députés canadiens.

L'Afrique du Sud est, toutefois, un cas particulier. C'est le seul pays dont l'ensemble de l'administration gouvernementale — que son gouvernement soit constitutionnel ou non au sens juridique du terme importe peu — se fonde sur une politique raciale avouée et catégorique. C'est le seul pays qui prenne des décisions touchant des êtres humains en fonction de leur race et de la couleur de leur peau. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des pays du monde ait adopté une attitude de plus en plus stricte à son égard, attitude qu'ont renforcée la répression, les émeutes et les troubles qui ce sont multipliés, ces derniers mois, à la suite de la mort, dans des circonstances encore mystérieuses, d'un dirigeant noir respectable et respecté de l'Afrique du Sud, Steve Biko.

Comme d'autres pays, le Canada s'est demandé quelles mesures nouvelles il devait prendre pour manifester sa désapprobation à l'égard du régime sud-africain actuel et de sa politique d'*apartheid*. Nous sommes convaincus que le système actuel doit être éliminé et remplacé par le principe du suffrage universel et par les principes démocratiques que, dans cette partie du monde où nous vivons, nous estimons aller de soi.

Par conséquent, j'annonce maintenant que le gouvernement du Canada va supprimer graduellement toutes les activités commerciales qu'il commanditait en Afrique du Sud. Ainsi, nous allons, le plus tôt possible, rappeler de Johannesburg nos conseillers commerciaux et fermer notre consultat général dans cette ville. Nous rappellerons également nos représentants commerciaux en poste au Cap. Nous maintiendrons, bien sûr, nos bureaux de Prétoria pour la conduite des affaires courantes, car nous estimons qu'à l'heure actuelle, il ne serait pas sage de rompre nos relations diplomatiques avec le pays. Nous voulons, en effet, nous réserver la possibilité de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour convaincre le gouvernement de l'Afrique du Sud de changer d'attitude. Nous voulons également avoir la possibilité de nous entretenir avec certains leaders respectés qui s'opposent à l'*apartheid* dans ce pays.